



Monsanto s'active à renforcer son contrôle sur l'Amérique latine

Par [Grain](#)

Mondialisation.ca, 14 août 2007

[GRAIN](#) 14 août 2007

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)

Thème: [Biotechnologie et OGM](#), [Économie](#), [Environnement](#)

Au cours des deux derniers mois, la presse latino-américaine a été inondée d'informations sur la nouvelle offensive de Monsanto dans plusieurs pays d'Amérique latine. La multinationale étasunienne semble déterminée à envahir totalement le continent avec les cultures GM (génétiquement modifiées) et à écraser la résistance qui s'est élevée en réponse à la tentative de l'entreprise de contrôler et de dominer l'agriculture latino-américaine.

Cette fois-ci, la stratégie que suit Monsanto avec rapidité et habileté est d'imaginer des accords avec les gouvernements et certaines organisations d'agriculteurs. Beaucoup coopèrent et emboîtent le pas au plus gros fabricant de cultures GM du monde.

L'opinion mondiale est de plus en plus hostile aux cultures GM. Les organisations de petits agriculteurs dénoncent les graves dégâts que dix ans de cultures GM ont provoqués dans les zones rurales et sur les semences locales; les consommateurs informés refusent aussi, de plus en plus nombreux, d'acheter de la nourriture GM. Si Monsanto veut continuer son invasion GM comme il a fait au cours de cette dernière décennie, il doit promouvoir l'utilisation de ses semences dans davantage de pays. S'il y parvient, le résultat sera la contamination GM de nouvelles terres, la modification des lois en sa faveur, et une pression accrue sur les agriculteurs pour qu'ils lui paient des royalties; tout cela facilité par la bonne volonté de membres des divers gouvernements et organisations agricoles. Le résultat inévitable sera l'imposition de ces cultures GM en Amérique latine.

Ces dernières semaines, nous avons observé un grand nombre d'initiatives différentes prises au niveau local qui illustrent clairement les intentions de Monsanto:

- Au Chili, le 26 mars 2007, Monsanto et le Ministre de l'Agriculture ont annoncé que Monsanto avait choisi le Chili pour planter 20 000 hectares de soja GM pour la production de semences. Monsanto a aussi annoncé son intention d'introduire le maïs GM et le colza GM au Chili. Selon un entretien dans le journal chilien *El Mercurio*, l'initiative bénéficie du soutien total du Ministre de l'Agriculture. [1] Cette initiative sous-entend l'éventuelle contamination génétique du Chili. Bien que le soja soit planté apparemment pour la « production de semences » seulement, il ne fait aucun doute que le soja GM contaminera un jour ou l'autre les autres cultures et l'alimentation dans le pays. Le fait que l'affaire progresse avec l'appui du Ministre de l'Agriculture est d'autant plus inquiétant.
- Au Venezuela, après une présentation par un représentant de Monsanto dans le but principal de promouvoir les avantages de la production de semences transgéniques, le

président de la Sous-commission pour l'Industrie et le Commerce, Jhonny (sic) Milano, a annoncé que la Commission pour le développement économique de l'Assemblée nationale, avec des spécialistes en biotechnologie et en agriculture allait entreprendre une évaluation de la viabilité de la culture des plantes GM. Mr Milano a indiqué que les conclusions auxquelles aboutirait cette évaluation pourraient conduire à la reformulation partielle de la Loi sur les semences, le matériel de reproduction animale et les données biologiques (approuvée en octobre 2002, Journal officiel n° 37.552), qui contient quelques lacunes dans le domaine de la biotechnologie et de l'agriculture. [2] Cela montre clairement que Monsanto a réussi à faire un premier pas vers la modification de la législation au Venezuela, qui jusqu'à présent a interdit la culture des plantes GM.

- Au Mexique, Monsanto et la Confédération nationale des producteurs de maïs (CNPAMM) ont signé un accord donnant aux producteurs mexicains un accès plus facile aux biotechnologies. Monsanto créera aussi un fond pour « protéger les variétés locales de maïs mexicain ». [3] Avec ce seul accord, Monsanto atteint plusieurs objectifs: il obtient la coopération des organisations paysannes; il franchit un pas supplémentaire vers l'obtention de l'autorisation du maïs GM, qui est interdit au Mexique; et il parvient à avoir accès à des centaines de variétés locales sous prétexte de les « protéger ».

- En Argentine, la Fédération agricole argentine (FAA) a récemment annoncé que Monsanto « s'est une fois de plus opposé à la réglementation des semences transgéniques, en conflit direct avec les institutions responsables de leur réglementation. Au moment même où leurs méthodes sont dénoncées par les agriculteurs, Monsanto, avec un groupe de producteurs de semences, essaie de forcer les agriculteurs à signer un 'contrat de consensus' pour payer les redevances. » [4] C'est clairement une nouvelle stratégie pour contraindre les agriculteurs à payer des redevances, après l'échec de sa précédente tentative de répéter le succès qu'il a obtenu en Europe pour que la justice fasse obligation aux agriculteurs de payer.

Ces initiatives passées et récentes montrent clairement que Monsanto a développé un vaste éventail de procédés dans sa stratégie pour parvenir à ce qu'il veut en Amérique latine. Les éléments principaux de cette stratégie sont les suivants:

- Rechercher des alliances avec les gouvernements, les organisations agricoles, ou les firmes semencières, afin de supprimer la résistance venant d'autres secteurs et d'imposer des normes qui puissent permettre la viabilité des objectifs de Monsanto.
- Propager la contamination par les cultures GM afin de s'assurer de leur inéluctabilité.
- Supprimer le débat public et démocratique et obtenir l'allégeance des entreprises locales pour qu'elles présentent publiquement la vision de Monsanto sur les accords et les propositions.
- Faire pression par le biais de la justice où des contrats privés pour maintenir ses gains en royalties.

Le public a rapidement réagi aux actions de Monsanto. Au Chili, l'organisation de petits agriculteurs CLOC (Coordinadora Latinoamericana de Organizaciones del Campo) - Via Campesina a publié un communiqué de presse dans lequel elle déclare que:

» L'initiative de Monsanto est un acte d'agression de plus contre les petits agriculteurs et

la santé de tous les Chiliens. Nous informons le public, le parlement chilien et le gouvernement qu'à partir de ce jour nous nous mobiliserons pour empêcher le Chili de devenir un péon de Monsanto. Nous estimons que notre gouvernement devrait s'acquitter de ses obligations de protéger la santé, la production alimentaire, l'environnement et le bien-être des Chiliens, en particulier ceux des secteurs les plus pauvres et les plus vulnérables. De même, nous estimons que le Parlement a le devoir de surveiller les activités du gouvernement et d'empêcher le Ministre de l'Agriculture de soutenir les multinationales dont les actions menacent le bien-être et l'avenir de nous tous. Nous appelons tous les petits agriculteurs et leurs organisations, ainsi que les organisations des mouvements sociaux et les citoyens, à se mobiliser avec nous pour obliger le gouvernement et le parlement à remplir leurs obligations, et à faire pression pour empêcher Monsanto de nous ajouter à la longue liste de pays qu'il a abusés. » [1]

En Argentine, la FAA a dénoncé Monsanto et sa « nouvelle stratégie, qui est une tentative de contrebalancer l'image négative que l'entreprise a eue en Europe lorsqu'elle a récolté les redevances. Ces redevances ne sont pas autorisées en Argentine. Les producteurs agricoles doivent être mis en garde contre cette stratégie et s'opposer à ce que les fournisseurs en semences les imposent sur les semences transgéniques. » [4]

Au Forum pour la Souveraineté alimentaire au Mali en février 2007, les organisations de petits agriculteurs ont bien fait comprendre que « La souveraineté alimentaire nous donne l'espoir et le pouvoir de préserver, de récupérer et développer notre savoir et notre capacité de production alimentaire », et que les organisations sont prêtes à se battre contre les « les technologies et les pratiques qui minent nos capacités futures de production alimentaire, nuisent à l'environnement et mettent en péril notre santé. Entendons par là les cultures et les animaux transgéniques, la technologie Terminator, l'aquaculture industrielle et les pratiques halieutiques destructives, la soi-disant révolution blanche des pratiques laitières industrielles, l'« ancienne » et la « nouvelle » révolution verte et les « déserts verts » des monocultures industrielles d'agrocarburants et autres plantations. » [5]

Même si le combat est inégal, ce sont les voix de l'avenir, et elles deviennent de plus en plus fortes chaque jour avec la formation de nouvelles alliances et de nouveaux réseaux. Pour les petits agriculteurs en Amérique latine, la seule voie possible est celle de la résistance par la dénonciation, la mobilisation et la désobéissance civile, tout en proposant un modèle différent dans lequel les semences et l'agriculture servent les intérêts des populations dans leur lutte pour la souveraineté alimentaire.

Grain, juin 2007.

1) Asociación Nacional de Mujeres Rurales e Indígenas, "Chile: Monsanto y Ministerio de Agricultura anuncian nueva agresión a la agricultura campesina y a la ciudadanía" (Association Nationale des femmes rurales et autochtones, "Chili: Monsanto et le Ministère de l'agriculture annoncent une nouvelle agression contre l'agriculture des petits agriculteurs et l'ensemble des citoyens "), 5 Avril 2007.

<http://www.biodiversidadla.org/content/view/full/31322>

2) Agencia Bolivariana de Noticias, "ABN evaluará viabilidad del uso de transgénicos en cultivo de alimentos", ("L'Agence bolivarienne évaluera la viabilité de l'utilisations des plantes transgéniques pour les cultures alimentaires"), 18 avril 2007.

http://www.abn.info.ve/go_news5.php?articulo=89268&lee=18

3) La Noticia Tiempo, "Monsanto acuerda con campesinos mexicanos acercarlos a la biotecnología", ("Monsanto parvient à un accord rapprochant la biotechnologie des agriculteurs mexicains"), 19 avril 2007.

http://www.tiempo.com.mx/not_detalle.php?id_n=25331

4) Analysis Digital, "La Federación Agraria Argentina denunció presión de la empresa Monsanto a productores", ("La Fédération agricole argentine dénonce la pression exercée par Monsanto sur les producteurs"), 19 avril 2007.

<http://www.analisisdigital.com.ar/noticias.php?ed=1&di=0&no=56759>

5) Déclaration de Nyéléni, Mali, 27 février 2007.

<http://www.nyeleni2007.org/spip.php?article291>

La source originale de cet article est [GRAIN](#)

Copyright © [Grain](#), [GRAIN](#), 2007

Articles Par : [Grain](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca